

PROGRAMME ONU-REDD | ACADEMIE REDD+



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



PN
UD

Au service
des peuples
et des nations



PNUE



unitar

United Nations Institute
for Training and Research

ACADEMIE REDD+

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS CAUSÉES PAR LA
DÉFORESTATION ET LA DÉGRADATION DES FORÊTS

JOURNAL D'APPRENTISSAGE

ÉDITION 1 - AUTOMNE 2015

3

MOTEURS DE DÉFORESTATION ET DE
DÉGRADATION DES FORÊTS

À PROPOS

ONU-REDD

Le Programme ONU-REDD est l'initiative collaborative des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+) dans les pays en développement. Le Programme a été lancé en 2008 et se fonde sur l'expertise technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le Programme ONU-REDD appuie les processus REDD+ pilotés par les pays et promeut la participation informée et constructive de toutes les parties prenantes, notamment des peuples autochtones et des autres communautés tributaires de la forêt, dans la mise en œuvre de la REDD+ au niveau national et international.

ACADÉMIE REDD+

L'Académie REDD+ est une initiative de renforcement des capacités menée par le Programme ONU-REDD et l'Unité Education et Formation du PNUE, qui cherche à répondre à l'ampleur du défi mondial de l'atténuation des changements climatiques et permettre un renforcement des capacités systématique et ciblé afin de mettre en œuvre REDD+ sur le terrain.

L'Académie REDD+ est une réponse complète aux besoins en termes de capacités identifiés par les pays recevant un soutien du Programme ONU-REDD. Le but principal de l'Académie REDD+ est d'habiliter des « champions REDD+ » potentiels disposant des connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir la mise en œuvre d'activités REDD+ nationales.

UNITAR

L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est le principal organe de formation des Nations Unies, travaillant dans toutes les régions du monde. Nous habitons les individus, gouvernements et organisations par le biais de connaissances et d'apprentissage à pouvoir faire face efficacement aux défis mondiaux contemporains.

Nos formations ciblent deux groupes de bénéficiaires: les délégués des Nations Unies et autres qui développent les accords internationaux qui établissent les normes, politiques et programmes mondiaux, et les acteurs de changement nationaux clés qui transposent les accords internationaux en actions au niveau national.

Cher apprenant,

Bienvenue à l'Académie REDD+, vous offrant un aperçu complet de la planification et la mise en œuvre de REDD+, développée par quelques-uns des plus éminents experts mondiaux sur REDD+. Ce journal fait partie de l'Académie. Il a été conçu pour vous accompagner tout au long de votre périple, et couvre tous les sujets principaux liés à la REDD+, de la base jusqu'à des explications détaillées sur l'établissement de niveaux de référence, la surveillance, le partage des bénéfices et l'engagement des parties prenantes.

Les modules présentés dans ce journal vous offriront les connaissances nécessaires pour mieux comprendre les différents éléments de REDD+. Je vous encourage à appliquer ces connaissances et faire votre part pour faire de la REDD+ un succès national et mondial !

Achim Steiner

Secrétaire Général adjoint de l'Organisation des Nations Unies
Directeur Exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement



COMMENT UTILISER CE JOURNAL



N'hésitez pas à écrire sur le journal, noter vos questions.



Ne lisez pas tout d'un coup.



Complétez les exercices, ils sont amusants...



Apportez-le toujours aux séances de formation.



Suivez votre progrès sur la page de progression.

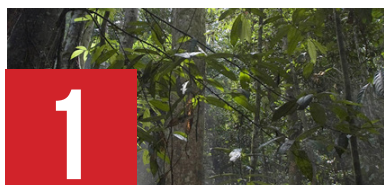


Pour télécharger tous les chapitres du Journal d'Apprentissage de l'Académie REDD+, visiter www.un-redd.org/REDDAcademy

Le Journal d'Apprentissage de l'Académie REDD+ est amélioré de manière continue. Nous encourageons vos retours sur la première édition à

REDD.Academy@unep.org

MODULES D'APPRENTISSAGE



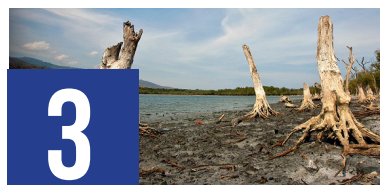
1

FORETS, SÉQUESTRATION DE CARBONE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



2

COMPRENDRE REDD+ ET LA CCNUCC



3

MOTEURS DE DÉFORESTATION ET DE DÉGRADATION DES FORÊTS



4

STRATÉGIES NATIONALES ET PLANS D'ACTION (SN/PA)



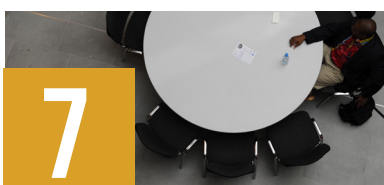
5

SYSTÈMES NATIONAUX DE SURVEILLANCE DES FORÊTS (SNSF) POUR REDD+



6

NIVEAUX [D'ÉMISSION] DE RÉFÉRENCE DES FORÊTS (NERF) POUR REDD+



7

POLITIQUES ET MESURES POUR METTRE EN OEUVRE LA REDD+



8

GARANTIES REDD+ DANS LE CADRE DE LA CCNUCC



9

FINANCEMENT DE LA REDD+



10

APPROCHES RELATIVES AU PARTAGE DES BÉNÉFICES



11

INTRODUCTION À L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES



12

BONNE GOUVERNANCE

3

MOTEURS DE DÉFORESTATION ET DE DÉGRADATION DES FORÊTS

CETTE SECTION PRÉSENTE LES PRINCIPAUX MOTEURS DE DÉFORESTATION ET DE DÉGRADATION DES FORÊTS (MDDF) ET PROPOSE UN CADRE DE TRAVAIL POUR LES ANALYSER.



CE MODULE APPORTE DES EXPLICATIONS SUR :

- Les principaux MDDF
- L'importance d'analyser les MDDF
- La manière d'analyser les MDDF



QUE SAVEZ-VOUS DÉJÀ SUR LE SUJET?

3. MOTEURS DE DÉFORESTATION ET DE DÉGRADATION DES FORÊTS

QUELS SONT LES MOTEURS DE DÉFORESTATION ET DE DÉGRADATION DES FORÊTS (MDDF) ?

Dans le contexte de REDD+, les « moteurs » (appelés « facteurs » dans les décisions de la CCNUCC) sont les actions et processus qui entraînent la déforestation et la dégradation des forêts. Il est important de comprendre les principaux MDDF pour diverses raisons, et ceci est particulièrement crucial pour le développement de stratégies nationales ou plans d'action REDD+, y compris l'élaboration des politiques et des mesures.

Les moteurs peuvent être divisés en deux catégories :

- **Les « Moteurs directs »** (aussi appelés « causes immédiates »), correspondant aux activités humaines ou actions immédiates qui affectent directement la couverture forestière et la perte de carbone ;
- **Les « Moteurs indirects »** (aussi appelés « causes sous-jacentes »), correspondant à des interactions complexes entre des processus profonds sociaux, économiques, politiques, culturels et technologiques.

Quelques exemples de MDDF sont présentés dans le tableau 3.1.

DIRECTS	INDIRECTS
<ul style="list-style-type: none"> • Déforestation : l'agriculture vivrière (y compris les jachères de courte durée) et l'agriculture commerciale à petite et grande échelle, l'extraction minière, le développement des infrastructures et l'expansion urbaine • Dégradation des forêts : l'extraction de bois légale et illégale, les feux de forêts, le pâturage du bétail dans les forêts, la collecte de bois de chauffe et la production de charbon de bois, ainsi que les jachères de longue durée 	<ul style="list-style-type: none"> • Au niveau international : par ex. les marchés, le prix des matières premières, les échanges • Au niveau national : par ex. l'accroissement de la population, les marchés intérieurs, les politiques nationales, les mesures incitatives fiscales et les subventions • Au niveau local : par ex. le changement de comportement des ménages • Nombre de plans de préparation à REDD+ identifient une gouvernance et des institutions faibles, une coordination intersectorielle défailante, une application des lois médiocre et la pauvreté comme des moteurs indirects essentiels

■ Tableau 3.1 EXEMPLES DE MDDF

POINT DE RÉFLEXION



Quels moteurs, directs ou indirects, seraient selon vous les plus difficiles à résoudre de façon générale ou dans votre pays ? Établissez une liste.

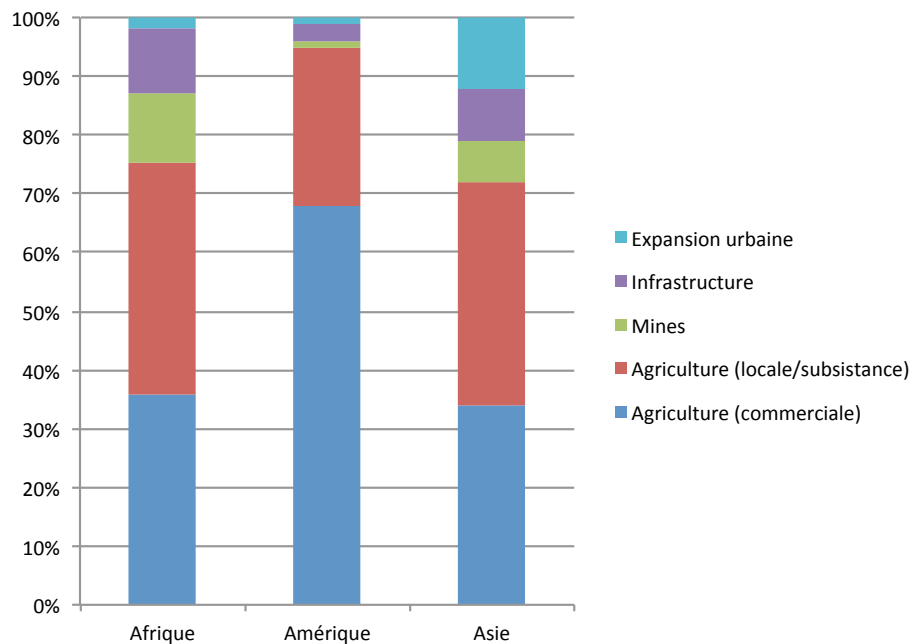
Pensez aux moteurs, directs ou indirects, de votre pays par le passé. Quels moteurs seront selon vous toujours importants à l'avenir ? Pensez-vous qu'il y en aura de nouveaux ? Établissez une liste.

DIFFÉRENTS MOTEURS POUR DIFFÉRENTES RÉGIONS

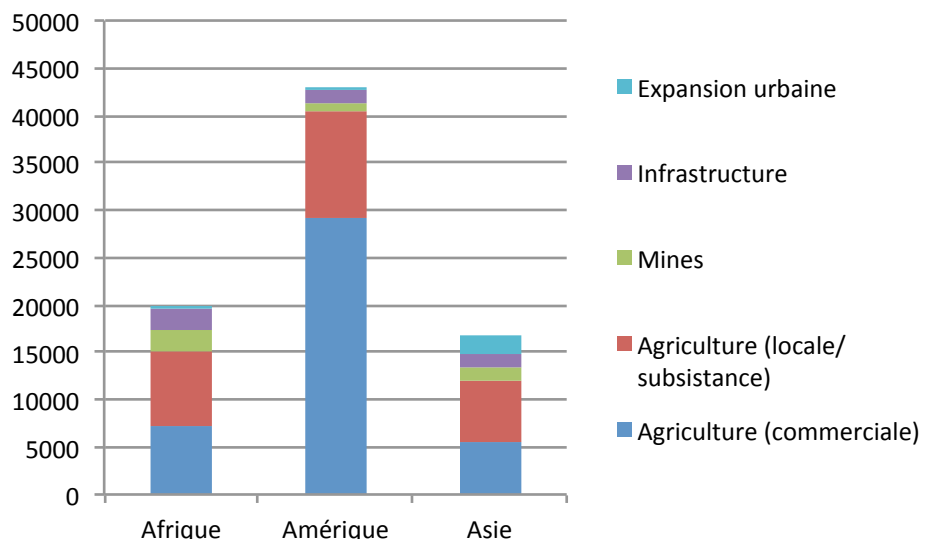
Les figures 3.2 et 3.3 illustrent l'impact des différents moteurs sur la déforestation en Afrique, en Amérique latine et en Asie (sub)tropicale de 2000 à 2010. La figure 3.2 présente l'importance relative de chaque moteur, alors que la figure 3.3 présente la zone affectée par chaque moteur.

Comme le montrent les graphiques, on estime que l'agriculture est responsable de 80 % de la déforestation dans le monde. L'agriculture commerciale à grande échelle est le moteur le plus important en Amérique latine, responsable des deux tiers de la zone déboisée totale, alors que l'agriculture commerciale en Afrique et en Asie (sub) tropicale est responsable d'un tiers de la zone déboisée totale. L'agriculture de subsistance représente une proportion similaire dans chaque région.

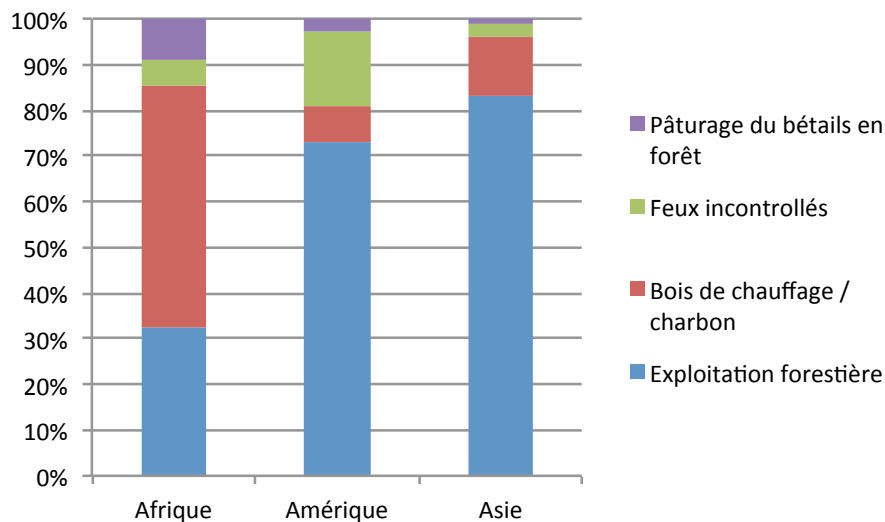
■ **Figure 3.3**
SUPERFICIE TOTALE
AFFECTÉE PAR
DIFFÉRENTS
MOTEURS DE
DÉFORESTATION
(2000-2010) - Source :
 Kissinger et al., 2012



■ **Figure 3.2** **PROPORTION DE LA DÉFORESTATION AFFECTÉE PAR DIFFÉRENTS MOTEURS (2000-2010)**- Source : Kissinger et al., 2012



Les moteurs de dégradation des forêts (distincts de la déforestation) sont décrits de manière similaire dans la figure 3.4.



■ Figure 3.4 **PROPORTION DES MOTEURS DIRECTS DE DÉGRADATION DES FORÊTS** - Source : Kissinger et al., 2012

Le graphique de la figure 3.4 montre clairement qu'en Amérique latine et en Asie (sub) tropicale, l'extraction de bois d'œuvre à des fins commerciales est responsable de plus de 70 % de la dégradation totale, alors qu'en Afrique les moteurs les plus importants sont la collecte de bois de chauffe et la production de charbon de bois.

Les politiques et mesures incitatives fiscales représentent des moteurs indirects particulièrement importants de conversion des forêts. Elles influencent le comportement lié à l'utilisation des terres dans les secteurs qui empiètent sur les forêts (l'agriculture en particulier). Elles apparaissent à différentes étapes des chaînes de production des matières premières, depuis :

- (i) l'accès aux terres jusqu'à la production en passant par la transformation, ou
- (ii) les mesures nationales et internationales sur la demande, telles que le soutien des prix du marché ou les mandats pour les mélanges de carburants¹ destinés à stimuler la production de biocarburants issus de l'huile de palme, de la canne à sucre ou du soja et qui ont un impact mondial important.

Le nouveau rapport sur l'économie du changement climatique 2014 [2014 *New Climate Economy Report*]² note que de nombreux pays subventionnent des intrants agricoles essentiels, comme l'eau d'irrigation et les engrais, afin de stimuler la productivité ; or, les faits semblent indiquer que beaucoup de subventions peuvent aussi engendrer un gaspillage des ressources financières et provoquer des dommages environnementaux.

La figure 3.5 fournit une typologie des mesures incitatives fiscales et des exemples démontrant la complexité du sujet.

1 Davantage d'informations sur les mandats pour les mélanges de carburants, notamment les mises à jour actuelles sur ces mandats par pays, peuvent être trouvées à l'adresse suivante : <http://globalrfa.org/biofuels-map/>. Veuillez noter que ces informations couvrent les mandats ACTUELS, et non les hausses en % dans le temps.

2 <http://newclimateeconomy.report/>

TYPE	EXEMPLE
Subventions et autres paiements directs	Transferts aux compagnies ou aux producteurs destinés à couvrir des frais spécifiques ; paiements ou bons aux consommateurs pour prendre en charge une partie des frais
<i>Exemple : Subventions pour les huiles alimentaires, terres subventionnées, subventions pour les engrais, intrants (matériel de plantation, herbicides), aides au développement rural</i>	
Avantages fiscaux	Exonérations fiscales, crédits ou reports
<i>Exemple : Déductions fiscales, baisse des impôts étrangers, dépréciation et amortissement accélérés, dispositions relatives au report de pertes, exonérations sur la valeur ajoutée, aide à l'importation de biocarburants et allègement du droit de timbre, vacances fiscales</i>	
Subventions en nature	Aides non monétaires qui confèrent un avantage au bénéficiaire
<i>Exemple : Accès aux terres et délivrance des permis privilégiés ou facilités, recherche financée par des fonds publics octroyant des avantages privés, corruption</i>	
Subventions croisées	Transfert du marché ou discrimination par les prix dans les limites d'une unité
<i>Exemple : Utilisation de l'électricité et de l'irrigation au sein d'un service public</i>	
Subventions au crédit et garanties gouvernementales	Prêts à des taux inférieurs au marché, souscription à des garanties de risque et de prêt, mesures incitatives visant à promouvoir les investissements étrangers
<i>Exemple : Compensation des pertes, taux d'intérêt concessionnels</i>	
Subventions hybrides	Outils utilisant le système fiscal pour diminuer les coûts de l'investissement privé
<i>Exemple : Obligations exonérées d'impôt, financement incrémental des impôts</i>	
Subventions dérivées	Subventions destinées à contrecarrer les distorsions engendrées par d'autres subventions en amont telles qu'une hausse du prix des intrants pour les fabricants ou les consommateurs en aval
<i>Exemple : Soutien compensatoire, groupements de subventions</i>	
Approvisionnement	Achats publics préférentiels, dispositions financières spécifiques
<i>Exemple : Engagements dans le domaine des marchés publics visant à soutenir les producteurs locaux</i>	
Soutien des prix du marché (dans le pays producteur)	Paiements compensatoires ou soutien artificiel des prix afin de compenser l'écart entre le prix cible pour une marchandise et le prix réel du marché
<i>Exemple : Mandats pour les mélanges de carburants</i>	

■ Figure 3.5 MESURES INCITATIVES FISCALES - Source : Kissinger, G. 2015

TENDANCES QUI AFFECTERONT LA DÉFORESTATION ET LA DÉGRADATION DES FORÊTS À L'AVENIR

Les moteurs évoluent dans le temps ainsi qu'au niveau spatial et ils pourront être affectés par des tendances globales, comme :

LA POPULATION MONDIALE

Une hausse de la population mondiale est prévue, principalement dans les zones urbaines (classe moyenne augmentant rapidement), pour atteindre 8,2 milliards d'individus en 2030. Les hausses de population les plus fortes concerneront l'Afrique (+ 235 millions) et la région Asie-Pacifique (+255 millions). Le niveau de population devrait se stabiliser après 2050, aux alentours de 8 à 10 milliards d'individus, en raison de l'élévation du niveau de vie et d'une baisse des taux de naissance (populations vieillissantes).

PRODUITS AGRICOLES

Globalement, une hausse de 70 % de la demande en produits alimentaires est attendue d'ici 2050. La production de viande devrait augmenter de 85 % (FAO, 2009). En ce qui concerne les graines oléagineuses, la production devrait augmenter de 23 % entre 2011 et 2020, dont deux tiers dans les pays en développement (OCDE/FAO, 2011³). De plus, une hausse de 45 % de la production d'huile de palme est attendue, principalement en Indonésie et en Malaisie (OCDE/FAO, 2011). En 2020, les biocarburants représenteront 21 % de la hausse de la production mondiale de céréales secondaires par rapport aux niveaux actuels, 29 % de la hausse de la production mondiale d'huile végétale et 68 % de la hausse de la production mondiale de canne à sucre seront consacrés aux biocarburants (OCDE/FAO, 2011).

PRODUITS LIGNEUX

La capacité de production annuelle des plantations devrait atteindre 1,8 milliard de m³ par an d'ici 2020. L'augmentation proviendra principalement des pays tropicaux et de l'hémisphère sud, 80 % du potentiel de production étant situé dans cette zone. En 2020, le Brésil, la Chine et la Russie devraient dominer le marché du commerce international de produits ligneux (Comité consultatif FAO pour le papier et les produits ligneux, 2007⁴). Enfin, bien que le contrôle des importations mené aux États-Unis et en Europe commence à réduire les importations de produits ligneux issus de l'abattage illégal, le commerce mondial et national disposé à utiliser du bois illégal augmentera de manière générale, à moins que les pays ne puissent renforcer l'application de dispositions légales dans le secteur forestier, ce qui s'avère très difficile dans de nombreux pays en raison de l'insuffisance de capacités dans l'application des réglementations. En conséquence, l'approvisionnement illégal en bois devrait augmenter hors des États-Unis et de l'Europe.

BOIS DE CHAUFFE ET CHARBON DE BOIS

Le nombre de personnes utilisant une biomasse traditionnelle au niveau mondial devrait diminuer de 175 millions entre 2008 et 2030. Alors que l'on s'attend à ce que les tendances mondiales diminuent, la consommation de bois de chauffage devrait augmenter de 34 % entre 2000 et 2020 en Afrique subsaharienne. La demande en charbon de bois (un autre combustible traditionnel) augmentera probablement en raison de l'urbanisation croissante.

3 Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2011-2020 : <http://www.agri-outlook.org/48202074.pdf>

4 <http://www.fao.org/forestry/fr/>

IMPORTANCE DE L'ANALYSE DES MOTEURS

Plusieurs décisions des COP de la CCNUCC font référence aux moteurs, les pays en développement devant identifier les MDDF (décision 4/CP.15), tenir compte de ces moteurs dans leurs stratégies ou leurs plans d'action REDD+ nationaux (décision 1/CP.16) et s'assurer que leurs réponses à ces moteurs sont adaptées à leurs spécificités nationales (décision 15/CP.19). Le texte des trois décisions mentionnées peut être trouvé ci-dessous :

Paragraphe 1 de la décision 4/CP.15 :

Prie les pays en développement parties, s'appuyant sur les travaux menés sur les questions de méthodologie évoquées aux paragraphes 7 et 11 de la décision 2/CP.13, de tenir compte des principes ci-après pour les activités se rapportant à ladite décision, et sans préjuger de toutes les autres décisions pertinentes que la Conférence des Parties pourra adopter, en particulier celles ayant trait à la mesure et à la notification :

(a) D'identifier les facteurs déterminants de la déforestation et de la dégradation des forêts à l'origine d'émissions, ainsi que les moyens d'y remédier ;

Paragraphe 72 de la décision 1/CP.16 :

Demande aussi aux pays en développement parties, lorsqu'ils élaborent et mettent en œuvre leur stratégie ou leur plan d'action national, de prendre en considération, entre autres choses, les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts, les problèmes fonciers, les questions de gouvernance des forêts, le souci d'égalité entre les sexes et les garanties énoncés au paragraphe 2 de l'annexe I de la présente décision, en assurant la participation pleine et entière des parties prenantes concernées, notamment des peuples autochtones et des communautés locales ;

Décision sur les moteurs du Cadre de Varsovie (15/CP.19) :

Consciente également du fait que les moyens de subsistance peuvent dépendre d'activités liées aux facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts et que la prise en considération de ces facteurs peut avoir un coût économique et des incidences sur les ressources nationales,

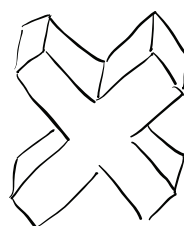
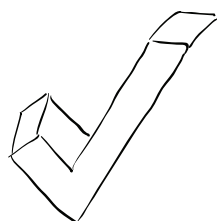
1. *Réaffirme* combien il est important que les pays en développement parties prennent en considération les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts lorsqu'ils élaborent et mettent en œuvre leur stratégie ou leur plan d'action national, conformément aux paragraphes 72 et 76 de la décision 1/CP.16 ;
2. *Reconnaît* que les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts ont de multiples causes et que les mesures à prendre pour y remédier sont fonction de la situation, des capacités et des moyens de chaque pays.



EXERCICE 5

VRAI OU FAUX ?

Le fait que les moyens de subsistance peuvent dépendre des activités liées aux moteurs de déforestation et de dégradation des forêts est abordé par la décision du Cadre de Varsovie sur les MDDF.



POURQUOI ANALYSER LES MOTEURS ?

Afin de réduire les émissions et d'augmenter les absorptions des forêts, il est important d'identifier, de comprendre et de prendre en considération les principaux moteurs. Une analyse solide et complète des moteurs et un consensus entre les parties prenantes nationales peuvent potentiellement contribuer aux efforts d'un pays pour :

- Convenir au niveau national d'une vision pour la REDD+ ;
- Formuler une stratégie nationale ou un plan d'action REDD+ définissant des priorités claires ;
- Justifier la sélection d'activités REDD+ spécifiques ;
- Informer l'élaboration de politiques et mesures pour s'attaquer aux moteurs prioritaires ;
- Lier les changements affectant les zones forestières ainsi que la dégradation des forêts à des activités spécifiques (voir un exemple à la figure 3.6) ;
- Établir un lien entre les informations sur les moteurs et le Système d'information sur les garanties ainsi qu'avec les processus relatifs aux cadres de gestion environnementale et sociale ;
- Engager les principales parties prenantes de manière efficace, particulièrement celles des secteurs non forestiers, qui dans de nombreux pays constituent les principaux MDDF ;



POINT DE RÉFLEXION

L'analyse des moteurs présente des avantages considérables. Selon vous, quels seraient les problèmes découlant de l'absence d'une analyse efficace des moteurs de déforestation et de dégradation des forêts ?

- Définir les priorités pour la surveillance des forêts et le MNV ;
- Renseigner les contextes nationaux afin d'ajuster les niveaux de référence (des émissions) pour les forêts ;
- Adapter les mesures axées sur les résultats qui produiront des effets sur la réduction des émissions de GES, ce qui permettra par conséquent de générer des paiements axés sur les résultats.

BARRIÈRES À LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIVITÉS « + »⁵

Sans une analyse solide des moteurs et un consensus quant à ceux d'entre eux qui sont les plus importants, la capacité à obtenir des résultats REDD+ tangibles et à accéder à des paiements axés sur les résultats est compromise. Les pays qui visent à focaliser leurs politiques et leurs mesures ainsi que leur stratégie ou plan d'action national REDD+ sur les activités « + » doivent également analyser les barrières au renforcement et à la conservation des stocks de carbone, ainsi qu'à la gestion durable des forêts. Les contraintes liées à la mise en œuvre d'activités « + » sont similaires aux barrières auxquelles font face les investissements dans la gestion durable des forêts ainsi qu'aux moteurs relatifs à la déforestation, par ex. les incitations fiscales.

Les barrières potentielles (souvent similaires aux MDDF) comprennent entre autres :

- les droits mal définis et contestés ;
- le manque de moyens et d'engagement pour améliorer le respect des lois sur les forêts et réduire l'abattage et le commerce illégaux ;
- les politiques publiques inappropriées et incohérentes et les modifications arbitraires des politiques ;
- l'absence de transparence et de responsabilité ;
- l'absence ou le caractère médiocre de la coordination intersectorielle, du partage d'informations et de la volonté de travailler ensemble à travers les mandats ministériels ;
- la pénurie réelle ou perçue en terres disponibles à l'investissement ;
- les complexités sociales et les traditions (par ex. la réticence à changer l'affectation des terres ou l'émigration entraînant une pénurie de la main-d'œuvre).

COMMENT ANALYSER LES MOTEURS

Une analyse des MDDF peut présenter la première opportunité de collaboration avec des acteurs issus de différents secteurs (par ex. divers ministères, la société civile et le secteur privé) et favoriser un dialogue ouvert ayant pour objectif de parvenir à un consensus national.

L'analyse ne doit pas être traitée comme une étude « ponctuelle », mais doit au contraire être un processus itératif s'appuyant sur les connaissances et les informations existantes et futures. Un travail d'analyse plus approfondi, particulièrement lorsque de nouvelles questions font surface, doit fournir des précisions complémentaires sur des sujets particuliers.

Les principaux moteurs directs sont souvent connus. Cependant, il est possible que les parties prenantes ne soient pas parvenues à un consensus quant à leur importance, et qu'il soit

⁵ Ceci fait référence à la « Conservation des stocks de carbone forestiers ; la gestion durable des forêts ; le renforcement des stocks de carbone forestiers » (paragraphe 70 des Accords de Cancún)

nécessaire d'assurer une meilleure compréhension. Les moteurs indirects sont souvent moins évidents et moins bien compris, tout en ayant une forte influence sur la prise de décisions et l'impact des moteurs directs (par ex. la hausse ou la baisse du prix des matières premières). L'analyse des interactions entre moteurs directs et indirects peut nécessiter diverses approches analytiques, par ex. l'analyse statistique et la modélisation grâce à des indicateurs économiques et démographiques, ainsi que des analyses socio-économiques, la compréhension de la dynamique du marché et la production des matières premières/ schémas de consommation, etc.

L'analyse des moteurs peut inclure :

- L'analyse des questions de politique et de gouvernance (au niveau mondial et national) ;
- La collecte de données nationales et locales, qui sont souvent difficiles à obtenir et dispersées entre différentes sources, secteurs et ministères ;
- Associer les changements survenus dans les zones forestières à des activités spécifiques et des modifications dans l'affectation des terres (analyse par télédétection) ;
- L'évaluation du contexte spatial et de la zone, ainsi que d'autres caractéristiques (par ex. les routes ou les zones de peuplement) pour faciliter l'interprétation ;
- Une connaissance locale et régionale (experts et communautés) ainsi que des observations de terrain ;
- L'analyse des diverses activités économiques responsables de la déforestation, en vue d'identifier diverses mesures économiques d'incitation et dissuasion et barrières au changement existantes ;
- L'analyse de la dimension sociale de la déforestation : les traditions, les facteurs culturels, les comportements individuels et collectifs qui sous-tendent la déforestation et la dégradation des forêts.

COMPRENDRE LES MÉCANISMES QUI SOUS-TENDENT LES MOTEURS

L'analyse des moteurs doit finalement contribuer à concevoir des politiques, des actions et des mesures **efficaces, efficaces et équitables**. Cela nécessite une compréhension des interactions économiques et sociales à l'œuvre derrière les moteurs observés, ainsi qu'une évaluation adéquate des coûts et des avantages sociaux et économiques de ces moteurs. Par exemple, l'agriculture de subsistance a des avantages économiques limités mais des implications importantes en matière sociale et de bien-être. À l'inverse, l'agriculture commerciale et mécanisée peut engendrer des retombées économiques importantes (emploi, profits), mais avoir dans certains cas un potentiel plus limité en ce qui concerne le bien-être.

L'analyse des moteurs permettra non seulement de les identifier, mais également de les comparer en termes de potentiel de réduction de la déforestation.



POINT DE RÉFLEXION

Pourquoi est-il tellement important de tenir compte des coûts et avantages sociaux lorsqu'on examine les moteurs ?

Quatre indicateurs sont essentiels pour comparer les moteurs :

- L'aire déboisée ou dégradée par unité d'un moteur donné, comme la hausse du prix de la production agricole (huile de palme)
- Les avantages (sociaux, économiques, environnementaux) par unité d'un moteur donné
- Les coûts (sociaux, économiques, environnementaux) par unité d'un moteur donné
- La disponibilité d'alternatives compatibles avec REDD+.

Ces indicateurs doivent être évalués tout au long de la durée de vie des moteurs afin qu'il soit possible de déterminer l'ampleur de leurs effets à court et à long terme, ainsi que les avantages et les coûts qu'ils engendrent. La comparaison de ces indicateurs entre moteurs permettra de déterminer quels sont les moteurs à privilégier pour les politiques et mesures. Puisque chaque facteur peut avoir une unité de mesure différente, il est commun de les « normaliser » en rapportant leur valeur sur une période de temps définie. La valeur est souvent calculée en terme monétaire, mais d'autres systèmes de mesure peuvent être utilisés, tels que l'indice global des moyens de subsistance, ou un indicateur de performance de l'écosystème. Le but de la normalisation est d'établir une échelle commune pour mesurer et comparer des moteurs qui sont intrinsèquement différents par leur nature et leurs effets, ainsi qu'aider en fin de compte les décideurs à sélectionner les domaines d'intervention :

- Un hectare de plantation d'huile de palme en Indonésie a un coût d'opportunité financière estimé à 6 000 dollars américains sur sa durée de vie de 30 ans.
- Le même hectare de plantation d'huile de palme comporte cependant des coûts et des risques associés liés à la destruction des écosystèmes locaux qui fournissent des services environnementaux cruciaux : nourriture, matière brute, accès à l'eau, contrôle des parasites et des maladies. La difficulté est de mesurer ces services avec précision.
- Un hectare de cultures de subsistance à faible rendement est valorisé au coût de la production équivalente de vivres qui auraient à être achetés sur un marché local moins le coût de production. Les coûts et risques possibles dérivés de l'activité sont l'épuisement des éléments nutritifs des sols, une prévalence accrue des incendies incontrôlés, une réduction des aquifères souterrains.

Les chiffres issus de cette normalisation représentent la valeur minimale dérivée de chaque facteur. Une valeur négative représente un coût net, une valeur positive un gain net. Ces « vrais » prix normalisés des différents moteurs peuvent ensuite être comparés et hiérarchisés par ordre de priorité selon la valeur globale (économique, sociale, environnementale) qu'ils créent ou détruisent.

Enfin, il est également important d'examiner l'acceptabilité politique/sociale relative à un moteur. Il est essentiel de reconnaître également l'importance de moteurs extérieurs supplémentaires pouvant influencer l'impact et la dynamique intrinsèque des moteurs. La valeur monétaire normalisée, si elle est analysée de façon isolée, peut refléter de manière imparfaite les autres dimensions sociales qui constituent la valeur totale des moteurs. C'est pourquoi les moteurs devraient en principe ne pas être comparés uniquement sur la base de leurs coûts et avantages économiques, mais inclure également leurs coûts et avantages sociaux. Par exemple, il peut être important d'inclure dans toute analyse des moteurs la possible influence de l'illégalité, de la non-conformité et de la corruption pour comprendre comment ces moteurs peuvent interférer avec les politiques et mesures et en limiter l'efficacité.

COMMENT CLASSER LES MOTEURS SELON LEUR IMPORTANCE ?

Plusieurs critères peuvent être utilisés pour classer les moteurs selon les objectifs et les stratégies qui sont poursuivis. Le choix de l'indicateur est important afin de s'assurer que l'analyse des moteurs contribue aux objectifs et stratégies globaux poursuivis.

Le classement peut s'appuyer sur la quantité déboisée si le seul objectif est de mesurer les résultats de la déforestation : l'agriculture commerciale peut par exemple être classée en tête. Le classement pourrait être plutôt axé sur les moteurs « les moins onéreux » (moteurs avec les bénéfices nets les plus faibles) : par ex. l'agriculture inefficace et à faible rendement (de subsistance) ou l'équité, en mettant l'accent sur les activités engendrant une répartition inégale des bénéfices et des coûts comme l'extraction minière par exemple. Évidemment, le classement peut également faire appel à une combinaison d'autres indicateurs : l'intégrité environnementale, la biodiversité, le potentiel d'absorption du CO₂. Encore une fois, ce qui importe, c'est de mettre en évidence la faisabilité ou l'acceptabilité politique relative à des moteurs spécifiques.

Cette analyse comporte cependant des défis. Une analyse détaillée des mécanismes en jeu peut être trop onéreuse pour être menée pour chaque facteur, ou les données peuvent manquer pour certains moteurs et les répercussions sur les politiques et mesures doivent alors être explicites. Une absence de données peut aussi justifier que l'on redouble d'efforts pour rassembler des données relatives aux moteurs qui représentent des domaines d'intervention prioritaires. Cependant, en cas d'option dite « sans regret »⁶, qui apporte en principe de nombreux avantages tout en présentant un faible risque, un gouvernement ne devrait pas attendre de disposer de données complètes avant d'agir.

Une coordination entre les différents ministères est également nécessaire afin de minimiser le risque de trop se focaliser sur les moteurs forestiers et de passer à côté de moteurs non forestiers importants (par ex. des moteurs agricoles).

ÉCUEILS LES PLUS FRÉQUENTS LORS DE L'ANALYSE DES MOTEURS

- l'analyse des tendances historiques seulement, sans examen des scénarios potentiels à venir ;
- une omission de l'analyse des moteurs indirects ;
- des approches réductrices qui négligent les secteurs non forestiers et leurs plans dans le futur ;
- la non-distinction entre moteurs de la déforestation et moteurs de dégradation des forêts, qui ne sont généralement pas les mêmes ;
- la focalisation sur des solutions spécifiques (par ex. la foresterie communautaire) avant même de commencer une analyse des moteurs et des barrières.

⁶ Options sans regret <http://www.ipcc.ch/ipccreports/tar/wg3/index.php?idp=292>

ÉTAPES SUIVANTES

Une fois que l'analyse des moteurs est terminée, elle peut servir à renseigner, entre autres sources d'information, les éléments suivants :

- la vision nationale de REDD+ ;
- la stratégie nationale ou plan d'action REDD+ avec des priorités claires, ou le perfectionnement ou la modification de plans ou stratégies existants (voir le **Module 4 : Stratégie nationale (SN) ou plan d'action (PA)**) ;
- l'élaboration et le consensus sur les politiques et mesures visant à s'attaquer aux principaux moteurs (voir le **Module 7 : Politiques et mesures**).

Toute analyse des moteurs doit être confrontée à la réalité de temps en temps pour tenir compte des changements du contexte, telles que les modifications du prix des matières premières et des taux de change (qui peuvent avoir des conséquences significatives), ainsi que des modifications des systèmes incitatifs et/ou des lois et réglementations.



ÉTUDE DE CAS KENYA

L'INNOVATION DES FOYERS AMÉLIORÉS

Problématique

Le bois de chauffe est un moteur important de la déforestation dans de nombreux pays en développement, car trois milliards de personnes dépendent des combustibles issus de la biomasse tels que le bois, le charbon de bois et le crottin pour la cuisine. Si l'on tient compte de l'augmentation de la population et de ses besoins énergétiques croissants, le bois de chauffe devrait demeurer une source importante d'énergie dans de nombreux pays dans les années à venir.

La production à grande échelle de foyers améliorés de qualité à un prix abordable pour les ménages, les entreprises et les institutions reste extrêmement difficile, en raison de modèles de production qui se focalisent souvent uniquement sur les petits producteurs. Selon une étude conduite par la GIZ⁷, dès qu'un ménage sur deux fait l'acquisition d'un foyer amélioré, celui-ci devient « incontournable » pour les autres ménages.

BURN Manufacturing Company (BMC) est une 'entreprise sociale' de production industrielle de foyers améliorés basée au Kenya. BMC a été créée en réponse au besoin considérable en matière de foyers améliorés à haut rendement. Au Kenya, par exemple, la collecte de bois a contribué à la destruction de 94 % de la forêt originelle. Le pays consomme 3,5 millions de tonnes de bois de chauffe chaque année, plus du double du rendement durable annuel estimé à 1,5 million de tonnes. Les ménages urbains dépensent actuellement jusqu'à 365 dollars américains pour le charbon de bois chaque année. Un grand nombre de ces ménages a la possibilité et une forte incitation financière à acquérir un foyer amélioré à un coût de 20 dollars qui peut réduire la consommation annuelle de combustible de 50 %.



Action

Les besoins de ces consommateurs sont largement insatisfaits puisque 97 % de tous les consommateurs de biomasse utilisent des techniques de cuisson traditionnelles et inefficaces. Afin de combler ce besoin, BMC fabriquera et vendra trois millions de foyers améliorés en Afrique de l'Est d'ici à 2022. BMC a l'intention de lever 3,8 millions de dollars américains afin d'établir une usine de fabrication moderne en flux continu au Kenya et des usines d'assemblage satellites au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda.

À l'heure actuelle, les consommateurs ont deux options d'achat de foyers améliorés, mais qui ne répondent pas à leurs besoins : des foyers améliorés « artisanaux » produits localement ou des foyers améliorés importés d'Inde ou de Chine. Les foyers améliorés artisanaux sont de qualité inégale et ne peuvent être fabriqués en quantité suffisante pour répondre aux besoins du marché. Les foyers améliorés importés sont généralement plus coûteux en raison des frais d'expédition et des droits d'entrée. De plus, ils ne sont pas conçus spécifiquement pour les besoins spécifiques du marché de l'Afrique de l'Est.

La solution de BMC consistera à proposer deux modèles de foyers améliorés conçus pour le marché de l'Afrique de l'Est et produits sur place alliant prix et qualité à même de gagner un grand nombre d'utilisateurs potentiels.

⁷ <https://www.giz.de/en/html/index.html>



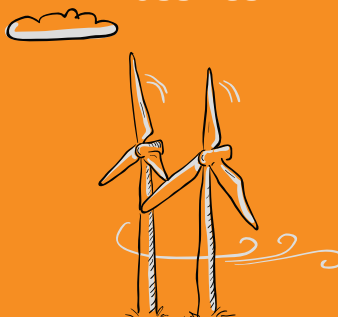
EXERCICE 6

Ce module a introduit l'importance d'une analyse approfondie des MDDF. Quels sont les résultats les plus probables d'une analyse des moteurs ?

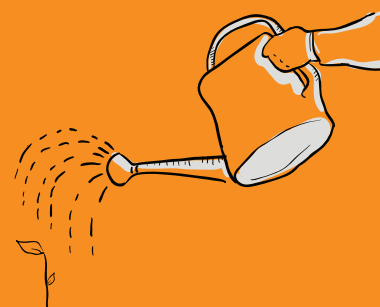
Accord sur une vision nationale de REDD+



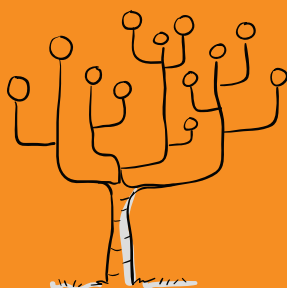
Réduction de l'utilisation des combustibles fossiles



Justification éclairée du choix d'activités REDD+ particulières



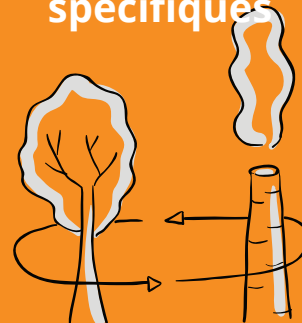
Lancement d'un travail sur les garanties et d'un Système d'information sur les garanties (SIS)



Formulation d'une stratégie et/ou d'un plan d'action REDD+ national(e) prioritaire



Meilleure compréhension du lien existant entre la modification des zones forestières et des activités économiques spécifiques





POINTS IMPORTANTS DE CE CHAPITRE

- Une bonne compréhension (i) des moteurs directs et indirects de déforestation et de dégradation des forêts, ainsi que (ii) des barrières aux activités “+” (conservation et renforcement des stocks de carbone forestier, et gestion durable des forêts), est nécessaire pour concevoir et mettre en œuvre des actions REDD+ efficaces, axées sur les résultats ;
- Des moteurs indirects influencent très souvent le comportement des acteurs et les moteurs directs ;
- Les moteurs et barrières futurs seront très probablement différents des moteurs et barrières actuels et passés ;
- Faire participer les principales parties prenantes au travail analytique favorise un dialogue inclusif, sachant que les pays devraient baser le niveau de consultation, de compromis et d'accord entre parties prenantes sur le niveau approprié et nécessaire pour leurs circonstances nationales spécifiques. Afin de garantir l'intérêt général, il ne sera pas toujours possible d'obtenir l'approbation et/ou l'accord des acteurs liés aux moteurs principaux, tels que les secteurs commercial et industriel.



QUELLES QUESTIONS AVEZ-VOUS CONCERNANT CE SUJET?



REMARQUES

LISTE DE RÉFÉRENCES — MODULE D'APPRENTISSAGE

CHAPITRE 3 - MOTEURS DE DÉFORESTATION ET DE DÉGRADATION DES FORÊTS

- NREDD (n.d.). Training Material for Forest Monitoring. <https://www.forestcarbonpartnership.org/redd-training-material-forest-monitoring> Retrieved June 5, 2015.

Ressources additionnelles

- Global Forest Watch, <http://www.globalforestwatch.org/>
- REDD+ Training Material for Forest Monitoring: REDD+ Sourcebook training materials <https://www.forestcarbonpartnership.org/redd-training-material-forest-monitoring>
- Angelsen, A. and Kaimowitz, D. 1999. Rethinking the Causes of Deforestation: Lessons from Economic Models. *The World Bank Research Observer*, vol. 14, no. 1: 73-98.
- Enters, T., Kelley, L., Pescott, M. and Durst, P.B. 2010. Growing Green Assets: Removing Constraints to Private Sector Investment in Forestry in Asia and the Pacific. In: *Growing Green Assets: Removing Constraints to Private Sector Investment in Forestry in Asia and the Pacific*, eds. Pescott, M., Durst, P.B. and Leslie, R.N. RAP Publication 2010/18. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Bangkok. pp. 1-25.
- Rademaekers, K., Eichler, L., Berg, J., Obersteiner, M. and Havlik, P. 2010. Study on the Evolution of Some Deforestation Drivers and Their Potential Impacts on the Costs of an Avoiding Deforestation Scheme. ECORYS: Rotterdam.
- Boucher, D., Elias, P., Lininger, K., May-Tobin, C., Roquemore, S. and Saxon, E. 2011. The Root of the Problem: What's Driving Tropical Deforestation Today? Union of Concerned Scientists.
- GIZ, 2012. Analysis of Key Drivers of Deforestation and Forest Degradation in the Philippines. Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit: Eschborn.
- Hosonuma, N., Herold, M., De Sy, V., De Fries, R.S., Brockhaus, M., Verchot, L., Angelsen, A. and Romijn, E. 2012. An Assessment of Deforestation and Forest Degradation Drivers in Developing Countries. *Environ. Res. Lett.* 7, 044009.
- Pirard, R. and Belna, K. 2012. Agriculture and Deforestation: Is REDD+ Rooted In Evidence? *Forest Policy and Economics* 21: 62-70.
- Kissinger, G., Herold, M. and De Sy, V. 2012. Drivers of Deforestation and Forest Degradation: Synthesis Report for REDD+ Policymakers. Lexeme Consulting, Vancouver Canada.
- Rautner, M., Legget, M. and Davis, F., 2013. *The Little Book of Big Deforestation Drivers*. Global Canopy Programme: Oxford.
- Streck, C. and Zurek, M. 2013. Addressing Agricultural Drivers of Deforestation. *Climate. Climate Focus*: Amsterdam.
- Forest Action, 2014. Understanding Drivers and Causes of Deforestation and Forest Degradation in Nepal: Potential Policies and Measures for REDD+. Forest Action: Kathmandu.
- New Climate Economy, 2014. *Better Growth, Better Climate*. The Global Commission on the Economy and Climate: London.
- McFarland, W., Whitley, S. and Kissinger, G. 2015. Subsidies to Key Commodities Driving Forest Loss: Implications for

La présente publication peut être reproduite en totalité ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans permission spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition d'en citer la source.

Le PNUE souhaiterait recevoir une copie de toute publication qui utilise la présente publication comme source. La présente publication ne peut être revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans la permission préalable écrite de la part du Programme des Nations Unies pour l'Environnement.

Avertissement

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme des Nations Unies pour l'Environnement aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. De plus, les vues exprimées ne reflètent pas nécessairement la décision ou la politique déclarée du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, de même que la mention de noms ou processus commerciaux ne constitue en rien une approbation.

CRÉDITS PHOTO

COUVERTURE/ARRIÈRE

FAO

CHAPITRE 1 - FORÊTS, SÉQUESTRATION DE CARBONE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

UN Photo/Eskinder Debebe

CHAPITRE 2 - COMPRENDRE REDD+ ET LA CCNUCC

UNFCCC/Jan Golinski

CHAPITRE 3 - MOTEURS DE DÉFORESTATION ET DE DÉGRADATION DES FORÊTS

UN Photo/Martine Perret

CHAPITRE 4 - STRATÉGIES NATIONALES ET PLANS D'ACTION

shutterstock_228722404

CHAPITRE 5 - SYSTÈMES NATIONAUX DE SURVEILLANCE DES FORÊTS (SNSF) POUR REDD+

UN Photo/Eva Fendiaspara

CHAPITRE 6 - NIVEAUX [D'ÉMISSION] DE RÉFÉRENCE DES FORÊTS (NERF) POUR REDD+

UN Photo/Martine Perret

CHAPITRE 7 - POLITIQUES ET MESURES POUR METTRE EN OEUVRE LA REDD+

UNFCCC/Jan Golinski

CHAPITRE 8 - GARANTIES REDD+ DANS LE CADRE DE LA CCNUCC

UN Photo/Kibae Park

CHAPITRE 9 - FINANCEMENT DE LA REDD+

shutterstock_124793161

CHAPITRE 10 - APPROCHES RELATIVES AU PARTAGE DES BÉNÉFICES

UN Photo/Prasetyo Nurramdhan

CHAPITRE 11 - INTRODUCTION À L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

UN Photo/Jean-Marc Ferré

CHAPITRE 12 - BONNE GOUVERNANCE

shutterstock_121685194

PROGRAMME | ONU-REDD+ | ACADEMIE REDD+



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Au service
des peuples
et des nations



unitar

United Nations Institute
for Training and Research